

Retraite : ouvrir la voie à une réforme de progrès social

Dès le discours de Nicolas Sarkozy, prononcé à Grenoble fin juillet, Éric Woerth a cédé sa place, dans le champ, médiatique à Brice Hortefeux. Ces propos inquiétants, ce virage « sécuritaire » d'une extrême violence ont manifestement marqué la volonté de mettre au vert un ministre dont beaucoup laisse à supposer qu'il est intervenu favorablement dans des dossiers fiscaux impliquant les plus fortunés.

Mais il semble que le président de la République n'a gagné ni sur le terrain de la sécurité, ni sur celui des retraites. La mobilisation du 4 septembre et la prise de conscience de l'utilisation de ce thème comme un leurre montrent que ces manipulations font moins recette. Tandis que le pouvoir est en échec sur sa « réforme » des retraites, la mobilisation des salariés, des jeunes et des retraités, notamment avec la grande manifestation intersyndicale du 7 septembre, s'amplifie pour combattre son projet de loi réactionnaire, examiné au pas de charge à l'Assemblée nationale. Celui-ci vise en fait à dévitaliser le système par répartition et faire de la retraite un marché livré aux grands groupes de l'assurance.

Le président de la République avait promis d'apporter la sécurité aux français, en fait sa politique ne vise qu'à sécuriser les marchés financiers, la bourgeoisie et le MEDEF.

L'insécurité sociale est la matrice de toutes les insécurités.

L'insécurité, ce n'est pas seulement les effractions ou les bandes dans les cités, c'est surtout le sacrifice de milliers d'ouvriers de l'industrie laissés pour compte avec la crise de 2009 et ses délocalisations boursières, mais c'est également le sacrifice d'une jeunesse à qui l'on interdit un

travail stable et bien rémunéré. C'est le sacrifice des services publics au nom de la dette. C'est le sacrifice des retraites au nom de l'allongement de la vie.

La multitude de conflits sociaux en Europe et dans le monde témoigne de la dureté de la lutte de classes. En France, les inégalités sociales n'ont jamais été aussi fortes et les grandes fortunes, les milliardaires s'affichent à côté des grandes misères.

Dans cet affrontement le combat sur les retraites est emblématique. Le patronat, les marchés financiers, les promoteurs des réformes libérales pensent que la crise leur offre une occasion unique pour remettre en cause cette avancée de civilisation permettant à des travailleurs de partir à la retraite pour vivre une vie pleinement consacrée à leur épanouissement, à jouir d'une liberté hors des contraintes de la subordination patronale.

À l'opposé de cette voie d'émancipation humaine fondée sur la sécurisation et la promotion de tous les moments de la vie, au travail et hors travail, L. Parisot, la présidente du MEDEF, fait pression sur toutes les forces sociales et politiques pour « ne pas s'arrêter au milieu du gué pour la réforme des retraites » avant de se « lancer très vite dans celle de l'assurance-maladie ». Et demain, pourquoi ne pas remettre en cause l'école publique, le logement social, les congés payés, aller plus loin dans la remise en cause des 35 heures et de toutes les grandes conquêtes sociales ?

Réforme des retraites, réforme territoriale, réductions massives des emplois dans la Fonction publique, toutes ces réformes et celles qu'appelle de ses vœux la présidente du MEDEF, n'ont qu'un but : restreindre les dépenses publiques et

sociales pour favoriser la course aux profits des grandes entreprises, des banques, et des grandes fortunes.

Avec ces réformes, il s'agit de réduire les prélèvements publics et sociaux sur les richesses créées dans les entreprises et les services pour maintenir et accentuer les prélèvements financiers au profit des actionnaires (les dividendes) et des banques (les intérêts du crédit). D'autant plus que la part prélevée par ces derniers est appelée à s'envoler avec l'explosion de l'endettement dû au sauvetage par les États des banques et des capitaux financiers face à la crise financière. Alors que la faiblesse de la croissance accentue l'affrontement entre ces types de prélèvements.

Ce bras de fer est à l'œuvre dans toute l'Europe depuis que, le 9 et 10 mai derniers, après la « crise de la dette » en Grèce et la spéculation contre l'euro, les dirigeants ont décidé de casser le « modèle social européen » pour rassurer les marchés financiers.

Mais, de partout, montent les luttes pour le défendre et le promouvoir. Et elles se conjuguent avec la poussée des besoins objectifs d'une très grande expansion des services publics avec la révolution de la longévité, la révolution informationnelle, la révolution écologique.

C'est dire l'importance que revêt, en France, ce qui, avec la grande manifestation du 7 septembre, pourrait constituer l'amorce d'un grand mouvement et de vastes fronts sur les retraites imposant le retrait du projet Sarkozy en faisant valoir l'exigence d'une tout autre réforme de progrès.

Les communistes entendent y contribuer. Ils ont déposé le 7 septembre, à l'Assemblée nationale, plus de 100 000 signatures recueillies durant l'été qui soutiennent **une proposition de loi pour garantir le financement de la retraite à 60 ans à taux plein. Celle-ci montre que la garantie du financement des retraites** dépend de l'essor de l'emploi, des qualifications et des salaires. Cette proposition vise trois objectifs :

1. Désintoxiquer notre économie de la finance en créant une **cotisation des revenus financiers des entreprises et des banques** à un

taux de 9,9 %. 30 milliards d'euros de recettes supplémentaires seraient ainsi dégagées ;

2. Favoriser l'emploi et les salaires, bases du financement des retraites, en instaurant une **modulation des cotisations patronales** : leur taux serait d'autant plus augmenté que les entreprises joueraient contre l'emploi, les qualifications, les salaires, ce qui engendrerait une nouvelle logique de la croissance et une dynamique pour les rentrées de cotisations en supprimant les exonérations de cotisations sociales patronales (30 milliards d'euros) et en affectant cet argent à stimuler le crédit pour les investissements créateurs d'emploi, avec notamment des Fonds régionaux et nationaux pour l'emploi et la formation ;

3. Promouvoir la justice sociale en supprimant le bouclier fiscal et en augmentant les contributions des revenus issus de l'intéressement, des bonus et stock-options.

Avec la proposition de loi, garantissant le financement de la retraite à taux plein, déposée par les députés communistes et du parti de gauche, il s'agit d'opérer une pression populaire sur le parlement, donc sur chaque député, afin qu'on respecte l'opinion majoritaire des Français et les revendications de toutes les organisations syndicales : le rejet de la réforme, le maintien du droit à la retraite à 60 ans, cela impliquerait aussi l'élaboration par les forces de progrès d'une réforme alternative.

Cette proposition s'insère dans la visée d'un projet beaucoup plus large visant notamment la sécurisation de l'emploi et de la formation, avec des pouvoirs d'intervention des salariés pour changer la gestion des entreprises, la promotion des services publics en France et en Europe incluant celle d'un service public de crédit avec des Fonds régionaux, un Pôle financier public et une réorientation de la BCE. ■

Éric Corbeaux

